

Congo-Kinshasa : déjà plus de six millions de morts dans des guerres pour les mines

Shimbi Katchelewa, Ph.D.

Chaire Unesco de philosophie, Université du Québec à Montréal

La crise au Congo, en voilà une sans mystère qui prend pourtant plus que du temps à se résorber. Une crise sans mystère, c'est celle dont on connaît les principales dimensions : le fait d'un « État » en mal de transition surpris par une guerre pour les mines et deux états du monde dont l'un est la conjoncture politique mondiale éclatée, l'autre l'instrumentalisation des « droits de minorités ».

À la proclamation de « l'indépendance nationale » du Congo en 1960, les analystes clairvoyants ont vite anticipé le désastre du pays comme conséquence d'un « cordon ombilical mal coupé ». Le Congo des Belges a cessé d'être le leur dans l'impréparation la plus totale des Congolais à l'auto-gouvernement et dans des conditions où les intérêts mutuels de deux pays n'étaient pas négociés de bonne foi. Quarante ans plus tard, une autre transition fut bâclée. De la longue dictature mobutiste à la démocratie, on peut dire que la transition n'a pas eu lieu. Le pays gouverné par un seul homme, sous un mode extraverti, n'a pas favorisé la consolidation des institutions étatiques. La fonction publique a été la plus détruite, l'armée et les services de sécurité publique dégradés, l'éducation scolaire et populaire compromise. La conséquence logique est qu'aux premiers signes de fin de règne au début des années 1990, le pays s'est trouvé dans un état de transition politique impossible.

Le pays était donc livré aux prédateurs miniers. Ainsi, les guerres en cours au Congo sont des guerres étrangères pour les mines. En 1996, il fallait être un homme d'Église en rupture de ban pour affirmer comme le Père C. Janfelice que le Congo était victime de nouvelles découvertes de mines de diamant et de colombite-tantalite. Aujourd'hui, tout le monde l'affirmera sans craindre de se faire moquer tant il est vrai qu'il n'y a pas que les groupes régionaux qui protègent les milices transfrontalières couvrant les pillages miniers. Des groupes en provenance de tous les États avancés ont transformé Kigali en comptoir de Coltan et de diamant congolais, constituant ainsi des sources de financement pour les rébellions dont les chefs savent qui contacter et où le trouver. À cet effet, notons que le Congo est, à juste titre, qualifié de « scandale géologique ». Avec un minimum de structure étatique et de gouvernement, ses richesses peuvent en faire une grande puissance économique en l'espace de quelques années. Mais les structures, c'est-à-dire la régulation de la production, le contrôle financier et la redistribution des richesses n'intéressent ni les agents de la crise — entendez tous les « Seigneurs de guerre » des différents mouvements depuis 1996 et tous les commerces internationaux qui soutiennent les conflits armés — ni les institutions internationales de règlements de conflits ou de médiation.

Sur le plan international, il y a urgence humanitaire mais pas un conflit interétatique qui puisse évoquer la responsabilité d'autres États. Le Rwanda et le Congo ne sont pas en guerre, de l'avis même des autorités de Kinshasa qui parlent de rébellion plutôt que d'agression. La situation aurait été différente si le Congo réagissait en se mettant en

guerre contre le Rwanda. Mais le président rwandais, ancien commandant de l'actuel président congolais sait qu'une telle guerre est impensable.

Par ailleurs, on parle aujourd'hui du déploiement onusien le plus important de l'histoire : 17 000 casques bleus sont stationnés au Congo. Pendant ce temps, les populations se plaignent de ne pas les voir là où ils sont requis. Il va sans dire qu'avec la fin de la Guerre froide, les politiques anticomunistes qui avaient servi à consolider la dictature mobutiste ne sont plus de mise. Seuls les intérêts économiques comptent. Aucune puissance ou idéologie ne serait de quelque manière compromise par l'éclatement du sous-continent qu'est le Congo. Aux compagnies minières donc de gérer le nouvel ordre! Dans les faits : le conflit remonte à septembre 1996 lors des premières attaques menées par une minorité ethnique à cheval sur trois pays (Zaïre, Rwanda, Burundi). La minorité réclame ou bien la nationalité - les Zaïrois à l'époque ont dénoncé le faux prétexte expliquant qu'elle ne leur fut jamais refusée - ou bien la reconnaissance du point de vue politique. Par exemple en ce qui concerne leur accès au pouvoir, les ressortissants de la minorité tutsie aimeraient se sentir valorisés au même titre que les autres politiciens. Ce à quoi les Congolais répliquent: « Commencez par manifester votre loyauté à l'égard des institutions auxquelles vous voulez vous associer ». Cette minorité tient un discours victimiste qui évoque les hostilités antérieures au génocide rwandais : c'est ce qui lui a le plus rapporté. Des milices s'appuyant sur la « minorité » furent armées par le Rwanda avant que l'Armée patriotique rwandaise elle-même, renforcée par des mercenaires en provenance de plusieurs pays, ne vienne marcher sur le Zaïre jusqu'à la capitale. Tout cela a été bien vu sur le plan international puisque l'opinion en Occident, à en croire un reportage du Point (SRC) d'un certain 17 décembre 1997, est que la protection de la minorité impliquée dans le conflit doit être la première priorité de la Communauté internationale. Entre-temps, la tâche de prévenir le massacre de six à sept millions de Congolais a été simplement négligée.

C'est ainsi que la guerre se mène depuis douze ans sous le prétexte de protéger une minorité tutsie en danger au Congo et, par extension, au Rwanda. La guerre aux Interahamwe réfugiés au Congo est donc une raison de faire la guerre selon le gouvernement de Kigali et les mafias internationales. Pourtant, si les Interahamwe sont encore au Congo, il faut se demander au service de quel gouvernement ils s'y trouvent. Plusieurs sources confirment qu'au lieu de les garder au Rwanda ou d'avoir à gérer leur détention, Kagame a choisi de les intégrer à son armée pour la « mission » rwandaise au Congo. La guerre a trop duré pour un pays non encore remis de la dictature mobutiste. Et les mafias régionales se sont renforcées autour d'un pays que tout le monde peut exploiter à sa guise. D'alliances en contre-alliances, on ne sait plus tellement qui peut jouer le rôle moralisateur parmi les leaders régionaux. Tous les voisins du Congo ont déjà abusé de ce pays au cours de la dernière décennie. Les alternatives citoyennes sont malheureusement peu appuyées par des stratégies aguerries. La société civile, qui était très développée, peu avant la fin du règne de Mobutu, paraît aujourd'hui récupérée, ou par le gouvernement, ou par les factions parvenues à partager le pouvoir grâce aux armes. Les leaders de la société civile se sont généralement alignés. En témoigne la pléthore d'anciens militants parmi les acteurs politiques actuels.

Maintenant que même les médias occidentaux peuvent informer le monde sur les vrais

problèmes du Congo, toute la question est de savoir quand les Congolais voudront passer à l'étape de leur libération : mener leur bataille juridique, mettre sur pied des mécanismes de défense civile d'appoint, etc. Quant aux puissances occidentales, on sait qu'elles ont abandonné le Congo aux multinationales tandis que le grand gagnant de cet abandon, Paul Kagame, se dit que Dieu, notre Père, choisira toujours le camp des gros bataillons.